

# **Agriculture familiale, alimentation et coopération décentralisée : Réunion d'état des lieux et de cadrage avec les collectivités françaises engagées**

**Le jeudi 06 février 2014, de 14h30 à 17h00**  
Cités Unies France, 9 rue Christiani, 75018 Paris

---

## **Compte-rendu**

---

### **Intervenants**

*Henri Rouillé d'Orfeuil, chargé de mission pour l'animation et la coordination de l'AIAF en France*  
*Valérie Nicolas, conseillère International et Coopération décentralisée, Association des Régions de France (ARF)*

*Andrée Pasternak, Ministère des Affaires Etrangères/DAECT*

*Isabelle Duquesne, Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI)*

*Hélène Basquin (CFSI)*

*Bertrand Gallet, directeur général de Cités Unies France (CUF)*

*Constance Koukoui, Sarah de Rekeneire, Sarah Schonfeld, CUF*

### **Présents et excusés : listes en annexe**

### **Introduction**

Le Directeur général de Cités Unies France, *Bertrand Gallet*, remercie les participants pour leur présence. La référente sécurité alimentaire de Cités Unies France, *Constance Koukoui*, remercie les participants et présente les excuses de ceux qui n'ont pu venir. Beaucoup d'entre eux ont manifesté leur intérêt pour l'objet de cette rencontre.

### **2014 : année internationale de l'agriculture familiale (AIAF)**

#### ***1. Historique, déroulement en France et calendrier***

Le chargé de mission pour l'animation et la coordination de l'AIAF en France, *Henri Rouillé d'Orfeuil*, présente un historique de l'année internationale de l'agriculture familiale (AIAF) dont l'initiative vient du président du *World Rural Forum*, *José Osaba*. Suite à la crise alimentaire de 2007-2008 et aux menaces d'achats spéculatifs de la part d'investisseurs et d'entreprises internationales, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a pris une Résolution en ce sens.

Le 18 décembre 2013, les deux ministres (des Affaires étrangères et de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt) ont ainsi lancé l'année internationale de l'agriculture familiales. Un recueil des initiatives des acteurs français est en cours. Il est consultable sur le site du ministère de l'agriculture : (<http://agriculture.gouv.fr/2014-Annee-internationale-agriculture-familial>).

De nombreux événements sont prévus pour cette année. Les principaux axes définis sont les suivants :

- La recherche
- Les jeunes agriculteurs
- La dimension territoriale et régionale
- L'alimentation
- Les politiques publiques favorisant l'agriculture familiale.
- La coopération internationale, etc.

Le ministère des affaires étrangères a adressé un télégramme diplomatique aux représentations françaises à l'étranger pour leur rappeler l'importance de l'année. Il doit aussi recueillir des informations sur les partenariats et intégrer l'année dans l'agenda des objectifs de développement durable (ODD).

Concernant la place des collectivités territoriales en matière agricole, une enquête a été effectuée auprès des régions. Il en est ressorti qu'en investissant dans l'alimentation, elles souhaitent favoriser le développement local. Elles jouent ainsi un important rôle d'innovation dans le domaine de l'alimentation en tant que moteur de développement de l'agriculture.

Un observatoire a été mis en place pour identifier et suivre toutes les initiatives des partenaires français des différentes familles.

*Bertrand Gallet* rappelle que la notion de ruralité est difficile à appréhender. L'approche familiale est alors importante car elle ne se réduit pas au seul domaine économique.

## ***2. Mobilisation des régions de France et de l'Association des Régions de France (ARF)***

La conseillère International et Coopération décentralisée de l'Association des Régions de France (ARF), *Valérie Nicolas*, rappelle que le développement durable est une cause régionale.

Le **4 juillet 2014** aura lieu à **Rennes** la journée régionale sur « **les systèmes alimentaires territoriaux** ». Tous conseils, appuis, idées, etc. sont les bienvenus.

Autres thèmes de réflexion pour cette année:

- La ville durable
- L'accaparement des terres notamment en Afrique (pour mieux lutter contre ces pratiques, il faudra remonter les projets en cours).

## ***3. Aperçu des initiatives prévues en 2014 par les collectivités mobilisées sur l'agriculture familiale, en France et avec leurs collectivités partenaires<sup>1</sup>***

**Conseil régional Rhône-Alpes :** douze (12) coopérations et plusieurs projets en matière agricole et de lutte contre la faim.

Il convient aussi de prendre en compte le développement agricole dans le développement économique, notamment pour l'Afrique, en raison des problématiques connexes (environnement, emploi, etc.).

### ***Conseil régional Pays de la Loire (résumé envoyé par le Pôle Coopération, Solidarité et Diplomatie)***

#### ***a. Coopération avec le Burundi :***

- Appui à la promotion de l'apiculture et de relance de la filière miel dans la province de Cibitoke
- Appui à la transformation et la valorisation des produits agricoles (Développement des cultures maraîchères et renforcement des capacités de l'association Twiyunge à Giheta)
- Soutien aux filières agroalimentaires de riz, manioc, maraîchères et à la structuration des organisations paysannes au Burundi pour la génération de revenus, lutte contre la pauvreté et la malnutrition.

#### ***b. Coopération avec Rio Grande do Sul (Brésil) :***

<sup>1</sup> Merci aux collectivités et structures concernées de compléter le cas échéant et de signaler toute erreur ou omission.

- Partenariat entre le Genest Saint-Isle (Mayenne) et des municipes du Rio Grande do Sul (Herval, Pedras Altas Pedros Osorio, Arroio Grande et Piratini)

### **c. Coopération avec Gafsa (Tunisie) :**

- Renforcement de la structure paysanne dans la région de Gafsa

**Conseil régional Centre :** partenariats avec le Laos, le Maroc, la Mauritanie et le Mali. Le CR du Centre mobilise les ministères de l'agriculture, de l'éducation, de la recherche et les ONG comme le CIRAD, le GRDR.

**Conseil général du Territoire de Belfort :** partenariat avec le lycée agricole du Burkina Faso sur différents projets comme la conservation de l'oignon. Le CG prévoit aussi de travailler sur l'agriculture familiale lors de la semaine de la solidarité internationale de 2014 dans le cadre du projet mutualisé regroupant plusieurs collectivités franc-comtoises et la ville de Neuchâtel (Suisse) et leurs partenaires burkinabè. Plus d'informations sur [www.cooperation-fc-burkina.org](http://www.cooperation-fc-burkina.org).

L'Afrique regorge de compétences locales. Il convient alors de voir la façon de les combiner avec celles d'ici.

**Conseil général des Hauts-de-Seine :** projets avec cinq pays en matière d'agriculture familiale et de lutte contre l'insécurité alimentaire en particulier. Il participe ainsi :

- Au Cambodge : à améliorer la qualité et la diversité des productions locales
- En Haïti : appui à la filière cacao pour une meilleure structuration et le développement des produits bio.

A l'occasion de cette année 2014, le conseil régional compte faire connaître ses actions auprès des territoires et nouer des partenariats avec ses collègues.

### **Ville de Chambéry avec Ouahigouya, Burkina Faso**

- La difficulté de travailler avec les agriculteurs dans le cadre de la coopération décentralisée a été soulignée.

En revanche, la ville travaille sur la gestion de l'eau car l'utilisation des pesticides engendre d'autres problèmes.

**Ville de Juvisy avec Tillabéri, Niger :** dans les années 1986, elle intervenait sur l'agriculture hors saison. Vers les années 89-90, elle a orienté ses actions vers des projets de santé, avant de les combiner avec des applications pédagogiques pratiques dans les écoles afin pour mieux répondre aux problèmes d'eau et d'agriculture.

### **Ville de Montreuil**

Elle intervient sur différents plans, notamment avec le cercle de Yélimané, Mali :

- Deux projets intercommunaux
- Un cadre de concertation locale avec les migrants
- L'accès aux crédits locaux pour les exploitations familiales suite au constat que les migrants rencontrent des difficultés à accéder à ces derniers, alors qu'ils veulent porter des projets et investir dans leur pays.

### **Comité de jumelage de Thionville avec Gao (Mali)**

Il soutient :

- Deux initiatives entre deux communes urbaines du Mali
- La création d'une pépinière de palmiers (en sommeil depuis la crise)
- La production de lait pour la fabrication de fromage (un Malien est actuellement en formation, la fabrication du fromage pourra se faire dès la fin de sa formation)
- La fourniture de batteuses aux femmes pour les aider dans leurs travaux.

Selon *Henri Rouillé d'Orfeuil*, cette année est aussi l'occasion de :

- lutter contre le discrédit porté à l'agriculture familiale
- faire connaître ses avantages et ses inconvénients par rapport aux formes d'exploitation agro-alimentaire
- connaître les politiques qui peuvent ou non la favoriser.

Au final, il sera question de voir ce qui peut avancer parmi les trois points précités. Il faut noter aussi que l'AFD veut doubler son appui en matière d'agriculture familiale notamment en Afrique subsaharienne. Au niveau de cette dernière, l'agriculture familiale passe actuellement de l'Etat aux organisations professionnelles comme ce fut le cas en France dans les années 60.

Pour les collectivités territoriales françaises, c'est l'occasion de valoriser tant ce qu'elles font sur leurs territoires qu'avec leurs homologues de coopération décentralisée. Leur rôle est primordial puisqu'il s'agit d'approche territoriale. Elles ont la capacité de faire travailler ensemble plusieurs types d'acteurs.

Depuis 2009, les régions interviennent en matière de sécurité alimentaire en mettant en place des systèmes alimentaires territorialisés, en incitant les gouvernements à y participer.

C'est l'occasion pour que les collectivités territoriales se fassent connaître en tant qu'acteurs à part entière.

#### ***Autres structures (non exhaustif)***

***Secours populaire français*** : le projet de Comasagua au Salvador et l'initiative des "paniers paysans" peuvent s'inscrire dans le cadre de l'Année internationale de l'agriculture familiale. En effet ces actions associent des femmes agricultrices salvadoriennes et des acheteurs du lycée français de San Salvador auxquels se sont jointes d'autres communautés de Salvadoriens et d'expatriés.

L'idée est de proposer à d'autres ONG et à des établissements d'enseignement français à l'étranger de s'inspirer de cette expérience.

La participation des collectivités territoriales françaises dans ce projet accentuerait la dimension EAD de ces actions.

#### ***Agence française de Développement*** :

L'AFD prévoit d'organiser ou d'être partenaire de plusieurs événements internationaux en 2014 :

- Meknès en avril
- Yaoundé en juin
- Cambodge en octobre

A l'occasion du salon international de l'agriculture (22 février au 2 mars 2014), un stand a été mis en place avec le CIRAD.

Une exposition intitulée « Les agricultures familiales, une chance pour la planète... », destinée aux instituts français à l'étranger est à la disposition des participants intéressés.

Contacts : *Frédérique Causse*, [frederique.causse@cirad.fr](mailto:frederique.causse@cirad.fr) ; *Christiane Jacquet* [christiane.jacquet@cirad.fr](mailto:christiane.jacquet@cirad.fr)

Page dédiée : <http://www.cirad.fr/publications-ressources/science-pour-tous/expositions/exposition-sur-l-agriculture-familiale/l-agriculture-familiale>

#### ***Ministère des Affaires étrangères/DAECT***

Par leur coopération décentralisée, les collectivités territoriales s'engagent dans l'agriculture familiale et cet engagement n'a cessé de croître depuis les « émeutes de la faim » de 2008.

Lors du lancement de l'année internationale de l'agriculture familiale, le 18 décembre 2013, le MAE a affirmé son engagement pour soutenir l'agriculture familiale à travers l'AFD et les ambassades.

Les territoires ruraux ne doivent pas faire l'objet d'oubli car 40% de la population active mondiale vit de cette forme d'agriculture.

Avant de conclure ce point de la réunion, le Directeur général de Cités Unies France, *Bertrand Gallet*, souligne que l'agriculture familiale sera probablement à l'ordre du jour du **7e Forum Urbain Mondial, du 5 au 11 avril 2014, à Medellin (Colombie) sur le thème «L'équité urbaine en développement – des villes pour la vie»** : (<http://www.unhabitat.org/wuf>).

## Agriculture, alimentation, territoires et coopération décentralisée

### **1. focus : l'engagement collectif de collectivités nigériennes et françaises contre l'insécurité alimentaire au Niger**

La chargée de mission du groupe-pays Niger de Cités Unies France, *Sarah de Rekeneire*, explique le programme concerté en matière de sécurité alimentaire qui est mené au Niger. Suite aux crises alimentaires, ce dernier réalise depuis plusieurs années des actions multidimensionnelles. Il s'agit entre autres d'études relatives aux expériences et au rôle des collectivités nigériennes dans la mise en place du programme de développement en sécurité alimentaire. Celui-ci s'est achevé en 2013.

En 2014, un partenariat est prévu avec l'Initiative 3N (les Nigériens Nourrissent le Nigériens). Ce partenariat consistera à définir des actions spécifiques sur le territoire national avec une maîtrise d'ouvrage des collectivités locales. La FAO s'intéresse aussi à cette initiative.

Ces expériences du groupe-pays Niger doivent être partagées en particulier cette année.

### **2. Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI)**

La responsable programme agriculture et alimentation du CFSI, *Isabelle Duquesne*, fait un résumé succinct de l'ouvrage réalisé en 2010 avec Cités Unies France : « *Coopération décentralisée et alimentation en Afrique* » pour en souligner les axes d'intervention en matière d'agriculture familiale, avant de faire une présentation du programme du CFSI : « *Promotion de l'Agriculture Familiale en Afrique de l'Ouest (PAFAO)* ».

Ce programme a été mis en place par la Fondation France et le CFSI en 2008 après la crise. Il contient deux volets :

- Appui aux initiatives de terrain en Afrique de l'Ouest
- Capitalisation (faire circuler l'information et apporter des exemples concrets).

Travailler avec les collectivités territoriales est l'un des axes du programme car c'est un gage de garantie de pérennité des projets. En effet, lorsqu'ils fonctionnent, les élus font remonter les projets au niveau central. Ce qui leur confère une légitimité.

Un autre axe concerne l'accès au marché urbain pour la sécurité alimentaire. La commande publique permet ainsi de sécuriser les besoins familiaux et de concilier action familiale et accès aux productions locales (exemple des cantines scolaires accessibles aux familles qui ont de faibles revenus).

*Hélène Basquin*, chargée de la campagne ALIMENTERRE présente celle-ci. Elle est coordonnée par le CFSI sur les problèmes de la faim et pour promouvoir l'agriculture familiale par la projection de films. Pour plus d'informations sur la campagne et le festival ALIMENTERRE : [www.festival-alimenterre.org](http://www.festival-alimenterre.org).

A la question posée de l'articulation entre la semaine de la solidarité internationale (SSI) 2014 et ALIMENTERRE à propos de l'agriculture familiale, le CFSI indique participer au comité de pilotage de la SSI, les deux démarches se coordonnant le plus possible.

## Collectivités territoriales et agenda mondial pour l'échéance 2015 des Objectifs du Millénaire pour le Développement : aperçu

### **• Rappel du cadre général de la mobilisation des collectivités territoriales**

Les chargées de mission de Cités Unies France, *Astrid Frey (excusée)* et *Sarah Schonfeld*, ont rappelé que l'agenda mondial n'est pas du tout simple. Lors de la Conférence de **Rio +20**, des pistes ont été déclinées afin d'accompagner les pays en difficultés dans l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Donc en 2015, il sera question d'Objectifs de Développement Durable (ODD), à savoir des objectifs universels et adaptés à chaque pays. Dans cette perspective, l'ONU a mis en place un Open Working Group au sein duquel la France occupe un siège en collaboration avec la Suisse et l'Allemagne. Il définira les ODD dans le rapport qui sera remis au Secrétaire général de l'ONU pour une compilation avec celui sur le futur des OMD. A la fin de ce travail, le dernier mot reviendra aux Etats car ils définiront par consensus les ODD.

Concernant les collectivités territoriales, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) a mis en place un comité des collectivités territoriales (taskforce) qui travaillera avec l'ONU. Ce dernier produira aussi un document commun.

Le Directeur général de Cités Unies France, *Bertrand Gallet*, rajoute qu'il y'aura des critères d'évaluation de ces objectifs au niveau mondial. Il répond aussi à la question de *Christine Surdon* relative à la place de l'agriculture dans ces ODD en précisant que rien n'a été acté pour l'instant mais que le développement par la gouvernance locale est fortement soutenu. Il faut aussi que les Etats saisissent les stratégies de lobbying par le biais des groupes majeurs (agriculture, autorités locales), souligne *Sarah Schonfeld*.

- ***Enjeux de la prise en compte des questions agricoles dans les ODD et l'agenda post-2015, Matthieu Boussichas, expert à la Ferdi<sup>2</sup>***

Le mercredi 29 janvier 2014, la fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI) a organisé un atelier sur la sécurité alimentaire dans l'agenda post-2015- quels objectifs pour quels effets ? Les éclairages et les débats des intervenants ont permis de mesurer ces enjeux. Résumé et présentations disponibles: <http://www.ferdi.fr/fr/evenement/la-securite-alimentaire-dans-l'agenda-post-2015---quels-objectifs-pour-quels-effets>.

## **Conclusion**

Après avoir remercié les intervenants et les participants, *Bertrand Gallet* et *Constance Koukoui* invitent *Henri Rouillé d'Orfeuil* à conclure.

*H. Rouillé d'Orfeuil* pense qu'il serait intéressant de proposer des déclarations communes pour en faire une stratégie multi-acteurs. Les ministres de l'agriculture présents au Salon international de l'Agriculture en ont fait une.

Parler des actions des collectivités territoriales initiées dans le cadre de l'année internationale de l'agriculture familiale serait aussi important lors du forum de l'action internationale des collectivités en juillet.

*Compte-rendu établi par Cités Unies France, avec l'appui de Khady Cissé*

\*\*\*\*\*

## **ANNEXES**

### **Publication par le CIHEAM de "Mediterra 2014"**

Dans un contexte de mondialisation et d'une Méditerranée en plein bouleversement sociopolitique, le développement du commerce agricole méditerranéen est de plus en plus déterminé par les capacités des pays à se doter d'infrastructures modernes pour fluidifier les échanges, faciliter la circulation des marchandises et garantir une meilleure sécurité alimentaire.

Articulé autour des évolutions économiques du commerce agricole méditerranéen (flux avec l'Europe, les États-Unis, le Brésil, l'Asie, l'Afrique subsaharienne), des défis logistiques qui se posent pour l'échange des produits stratégiques (céréales, fruits et légumes, viandes, huile d'olive, poissons, etc.) et de l'état des infrastructures qui conditionnent le commerce (ports, corridors, plateformes multimodales, chaîne du froid, etc.), *Mediterra 2014* traite également des questions liées à la durabilité, à l'équilibre territorial et à la stratégie des acteurs des politiques publiques (importance croissante du cadre normatif, lutte contre le gaspillage alimentaire ou encore **rôle des collectivités locales**).

Recueil d'expertises mutualisées et outil d'aide à la décision, *Mediterra* fait intervenir plus de 70 experts internationaux avec l'objectif de fournir aux décideurs politiques, aux professionnels et aux chercheurs les clés de lecture et les indicateurs stratégiques essentiels sur la région méditerranéenne.

Le chapitre 27 traite du transport et de la logistique (enjeux territoriaux et rôle des autorités locales et régionales) et met l'accent sur la **planification de la logistique urbaine en alimentation**.

Pour commander l'ouvrage ou le télécharger : <http://www.ciheam.org/index.php/fr/publications/mediterrera-2014>

<sup>2</sup> Informations fournies le 25/02/2014.

## Liste des présents

*Nota bene : merci de nous signaler toute erreur ou omission*

N.	Organisme	Nom	Prénom	Fonction
1.	AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT - AFD	DOLLFUS	Emmanuel	Communication externe et événements Direction des Relations Extérieures et des Partenariats
2.	ALENCON	JOURDAIN	Bernard	Président du Comité de jumelage Alençon-Koutiala
3.	ASSOCIATION DES REGIONS DE FRANCE - ARF	NICOLAS	Valérie	Conseillère International et Coopération décentralisée
4.	ASSOCIATION BINKAD	HUGON	Annick	Présidente
5.	ASSOCIATION ESSONNE SAHEL	GAGET	Jean-Luc	Président de l'association
6.	ASSOCIATION ESSONNE SAHEL	YTHIER	Mailys	Chargée de mission
7.	C.F.S.I (COMITE FRANCAIS POUR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE)	BASQUIN	Hélène	Chargée du programme ALIMENTERRE
8.	C.F.S.I (COMITE FRANCAIS POUR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE)	DUQUESNE	Isabelle	Responsable du programme Agriculture et Alimentation
9.	CENTRAIDER	BARITAUX	Elodie	Chargée de mission
10.	CHAMBERY	BERANGER-FENOUILLET	Pierre	Conseiller délégué aux relations internationales
11.	CHERBOURG-OCTEVILLE	TOLLEMER	Estelle	Chef de service relations internationales
12.	CHILLY MAZARIN	BONNOT	Catherine	Membre du Comité des jumelages
13.	CIRAD - CENTRE DE COOP. INT. EN RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT	ROUILLE D'ORFEUIL	Henri	Equipe de suivi de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale en France (AIAF 2014)
14.	CITES UNIES FRANCE	CISSE	Khady	Stagiaire au pôle Afrique
15.	CITES UNIES FRANCE	DE REKENEIRE	Sarah	Chargée de mission
16.	CITES UNIES FRANCE	GALLET	Bertrand	Directeur général
17.	CITES UNIES FRANCE	KOUKOU	Constance	Chargée de mission
18.	CITES UNIES FRANCE	SCHONFELD	Sarah	Chargée de mission

N.	Organisme	Nom	Prénom	Fonction
19.	COMMUNAUTE URBAINE DE LILLE	VANDECANDELAERE	Delphine	Chef de Projet coopération internationale
20.	CONSEIL GENERAL DES HAUTS DE SEINE	QUERE BONVARLET	Noémie	Chargée de programme
21.	CONSEIL GENERAL DES PYRENEES ATLANTIQUES	NEMES	Laurence	Chargée de mission
22.	CONSEIL GENERAL DES YVELINES	NEELS-AHOUSOU	Clotilde	Chargée de mission Mission coopération internationale
23.	CONSEIL GENERAL DU TERRITOIRE DE BELFORT	BUGNON	Mélanie	Responsable de la coopération internationale
24.	CONSEIL REGIONAL DU CENTRE	LE MOAL	Romain	Chargé de mission aux relations internationales
25.	CONSEIL REGIONAL DU CENTRE	MEYER	Pascal	Directeur de la coopération internationale
26.	CONSEIL REGIONAL RHONE ALPES	BERTRAND	Vanessa	Chargée de mission relations internationales
27.	CONSEIL REGIONAL RHONE ALPES	SURDON	Christine	Chargée de mission auprès de la Vice-présidente déléguée à la Coopération solidaire
28.	IVRY SUR SEINE	BARRES	Anne-Laure	Responsable des relations internationales
29.	JUVISY SUR ORGE	BUSSERY	André	Président de l'association Juvisy-Tillabéry
30.	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES / DAECT	PASTERNAK	Andrée	Chargée de mission <i>(n'est plus en poste depuis le 15/02/2014)</i>
31.	MONTREUIL	TARRIT	Fabrice	Chargé de projets de coopération Mali et Turquie
32.	NOISIEL	PETIT	Marc	Président de l'association France Boromo
33.	NOISY LE SEC	LERENARD	Pierre	Adjoint aux relations internationales
34.	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE DU MALI	DIARRA	Bassirou	Secrétaire général adjoint
35.	QUETIGNY	ORMANCEY	Ghislaine	Vice-présidente du comité de jumelage Quetigny-Bous-Koulikoro
36.	SAINT JEAN DE BOISEAU	COSTANTINI	Marie-France	Adjointe aux relations internationales
37.	THONVILLE	DENOT	Jean-Jacques	Membre du Comité de jumelage Thionville-Gao

## Liste des excusés

*Nota bene : merci de nous signaler toute erreur ou omission*

N	Organisme	Nom	Prénom	Fonction
1	AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT - AFD	BERINCHY	Quentin	Chargé de mission
2	AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT - AFD	DE LA ROCHEFOUCAULD	Robert	Responsable relations avec les collectivités territoriales et les acteurs de la coopération décentralisée
3	ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE - AMF	ESCLAPEZ	Carole	Responsable Relations Internationales et Europe
4	BOUGUENAI	PLANER	Janine	Collaboratrice
5	CENTRAIDER	SAJALOLI	Bertrand	Administrateur
6	CHILLY MAZARIN	PIQUE	Claudie	Présidente du Comité des jumelages
7	COMMUNAUTE URBAINE D'ARRAS	BOCQUILLET	Denise	Première adjointe déléguée au RH et à la coopération décentralisée
8	CONSEIL GENERAL D'ILLE ET VILAINE	LEFEUVRE	Sébastien	Chargé de coopération internationale
9	CONSEIL GENERAL DE L'AVEYRON	LUCHE	Jean Claude	Président du Conseil général
10	CONSEIL GENERAL DE LA REUNION	LORION	Bruno	Chargé de mission, DMCJ- Service Coopération Régionale
11	CONSEIL GENERAL DES COTES D'ARMOR	LEBRETON	Claudy	Président du Conseil général
12	CONSEIL GENERAL DES COTES D'ARMOR	MARECHAL	Gilles	Chef du service Europe et international
13	CONSEIL GENERAL DU PAS DE CALAIS	CANAL	Laurence	Directrice Europe et International
14	CONSEIL REGIONAL DE BRETAGNE	SALAMI	Forough	Vice-présidente
15	CONSEIL REGIONAL DE PICARDIE	MARQUET	Frédéric	Chargé de mission coopération décentralisée
16	CONSEIL REGIONAL PAYS DE LA LOIRE	BENAZIZ	Hicham	Pôle Coopération, Solidarité et Diplomatie
17	CUSSET	MOULIN	Martine	Chargée de mission
18	EUROPE ECHANGES	CALENTIER	André	Adjoint au maire
19	LAVAL	MARCHAND	Françoise	Adjointe aux relations internationales, chargé du jumelage
20	MAXEVILLE	BEGORRE	Henri	Maire
21	MAXEVILLE	ROUSSEL	Céline	Chargée de mission
22	MINISTERE DE L'AGRICULTURE DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORET	GAUTIER	Anne	Chef du bureau des relations bilatérales Service des relations internationales
23	MINISTERE DE L'AGRICULTURE DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORET	RENAUDIN	Marine	Chargée de mission
24	MULHOUSE	ECKERT	Christiane	Adjointe au Maire

<b>N</b>	<b>Organisme</b>	<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Fonction</b>
25	MULHOUSE	MOSER-FAESCH	Martine	Chargée de mission- Relations internationales et coopération transfrontalière
26	PONTIVY	LE ROUX	Jean-Michel	Président du Comité de jumelage
27	RENNES	LEFRANCOIS	Roselyne	Adjointe au Maire déléguée aux partenariats et aux relations internationales
28	RENNES	MBOMBO	Nathalie	Conseillère déléguée à la Solidarité Internationale
29	SAINT DENIS	SEYDI	Juliette	Chargée de mission relations internationales
30	SAINT JEAN DE MAURIENNE	VERMENOT	Jean-Didier	Président du Comité de jumelage
31	VALENCE	NODIN	Rachel	Chargée de mission Démocratie Participative, Coopération décentralisée